

row Wilson furent généralement acclamés aux Etats-Unis, et le treizième point visait le rétablissement de la Pologne, avec accès à la mer. Cela comportait le couloir polonais, et lorsqu'au mois d'août 1921 les Etats-Unis signèrent ce traité-là, le couloir existait déjà. Aucune protestation ne s'est jamais élevée aux Etats-Unis, en haut ou bas lieu, contre le rétablissement de la Pologne ni contre le couloir polonais. Je vois dans la situation qui existe entre la Pologne et l'Allemagne une manifeste responsabilité morale de la part des Etats-Unis. Le couloir avait été, est et sera le point crucial en Europe, malgré tous les traités qui pourront être signés à l'avenir.

La réponse du président Roosevelt apparaît dans le discours qu'il a prononcé à la Fondation Woodrow Wilson, discours que, j'en suis sûr, la plupart de mes honorables collègues ont lu. Le président Roosevelt n'est pas allé jusqu'à l'entière coopération. Après avoir critiqué l'esprit d'ambition et les prétentions des négociateurs du traité de Versailles, il ajouta :

Néanmoins, grâce à la Société des Nations directement, ou grâce à ses motifs de conduite indirectement, les Etats du globe ont avancé à tâtons dans la recherche d'un moyen meilleur que l'ancien procédé pour arranger leurs différends.

La Société a établi un mécanisme qui aide à la discussion internationale; et dans de très nombreux cas pratiques elle a aidé le travail et l'hygiène, le commerce et l'éducation; enfin, mais non au moindre degré, elle a aidé le règlement effectif de maints différends, grands et petits, entre nations grandes et petites.

Aujourd'hui, les Etats-Unis coopèrent plus ouvertement que jamais auparavant à une plus grande utilisation du mécanisme de la Société des Nations.

Je crois exprimer les vues de mes compatriotes en affirmant que les méthodes, les alliances, les combinaisons et les équilibres de puissances, qui ont existé jusqu'ici, se sont révélés insuffisants pour la préservation de la paix mondiale.

La Société des Nations, encourageant comme elle le fait l'extension des pactes de non-agression, de la réduction des accords sur les armements, est un support dans la structure de la paix mondiale.

Nous ne sommes pas membre de cette Société, et nous n'envisageons pas de le devenir. Nous accordons notre coopération à la Société dans tous les problèmes qui ne sont pas primordialement d'ordre politique, et dans toutes les questions qui représentent ostensiblement les vues et le bien-être des peuples de l'univers, distinctement des vues et du bien-être des meneurs politiques, des classes privilégiées ou des ambitions impérialistes.

M. Roosevelt reconnaît l'importance de la Société et son utilité dans maints domaines, notamment dans le maintien de la paix, mais il ne fait pas plus que lui donner sa bénédiction de loin. Peut-être est-il empêché. Je ne doute pas qu'en ce qui concerne la pleine coopération, il soit empêché par une opinion publique non informée et pas aussi avancée que les propres

L'hon. M. DANDURAND.

vues du président ou celles de l'élite des deux grands partis aux Etats-Unis.

Une autre guerre en Europe occasionnerait aux Etats-Unis un rude, dur et cruel réveil. Je crois qu'aujourd'hui le monde est trop petit pour qu'un pays quelconque, les Etats-Unis comme les autres, adopte une attitude de splendide isolement. Aucune nation, encore moins une grande nation, ne peut demander au monde: "Suis-je le gardien de mon frère?" La Grande-Bretagne et la France n'ont besoin que de paix. La Grande-Bretagne peut, avec la coopération des Etats-Unis, assurer la paix en Europe. Notre grand voisin du sud fera-t-il un pas de plus, et jettera-t-il dans la balance tout le poids de son influence pour aider à sauver la civilisation?

Quelques hon. SENATEURS: Très bien! Très bien!

L'honorable M. DANDURAND: Le discours du Trône esquisse un certain nombre de problèmes que nous serons appelés à discuter au cours de la présente session, et dont la plupart découlent de la crise qui sévit encore; et des propositions sont présentées pour mettre fin à cette crise qui existe encore, de l'aveu général.

Un certain progrès s'est accompli à certains égards; nous en constatons les indices dans les rapports qui nous arrivent de grands établissements. Il y a un rayon d'espoir. Nous paraissions avoir atteint le fond de la détresse économique et nous croyons être entrés dans la voie du relèvement. Mais il n'en reste pas moins qu'un aspect de la situation — et il en est fait mention dans le discours du trône — est loin d'être satisfaisant. Ce discours énonce que les niveaux des prix des produits agricoles sont trop bas pour assurer le succès de nos cultivateurs. Je crois que c'est là le nœud de notre problème. Tant que nos cultivateurs ne pourront pas produire avec profit, je ne puis comprendre comment ils pourront accroître leur pouvoir d'achat, surtout lorsque les hauts tarifs paraissent aggraver leur sort.

Quand la valeur des produits agricoles est faible, le coût de la vie devrait être bas; et si le coût de la vie est abaissé, le prix des produits industriels devrait également l'être. Les hauts tarifs sont un obstacle à un tel ajustement.

Sous la direction de la nouvelle Administration, les Etats-Unis se sont efforcés de relever chez eux les prix des produits agricoles. Ils semblent avoir d'abord entrepris d'augmenter le prix des produits agricoles en haussant les salaires et en diminuant le nombre des heures de travail, mais au cours de l'opération il n'est survenu aucune hausse dans les prix des produits agricoles. Comme nous l'avons tous entendu dire, un ou deux millions de cultivateurs ont menacé de se révolter parce que la